

Histoire de la violence politique
et perspectives quantitatives.
Eduardo González Calleja, *Cifras
Cruentas. Las víctimas mortales
de la violencia sociopolítica en la
Segunda República española (1931-
1936)*. Grenade, Comares, 2015

Romain Bonnet

Docteur en Histoire et Civilisation de l'Institut Universitaire Européen de Florence

Dans cet ouvrage récent, Eduardo González Calleja, qui a déjà beaucoup publié sur l'histoire de la violence politique en Espagne, s'intéresse dans une perspective quantitative aux victimes tombées sous la violence socio-politique sous la Deuxième République espagnole (1931-1936).

L'ouvrage de près de cinq cent pages est ponctué de cent tableaux de chiffres. Il s'articule en cinq chapitres. Premièrement, un état des lieux de l'historiographie sur la violence politique sous la Deuxième République espagnole. Deuxièmement, une présentation des caractéristiques des victimes pendant cette période. Troisièmement, un retour sur cette violence lors du premier *bienio* (1931-1933),

puis, quatrième, lors du second (1933-1936) et, cinquième, sous le Front Populaire. Ces chapitres reviennent notamment sur la géographie de la violence ainsi que sur les appartenances professionnelles et politiques des acteurs liés à celle-ci. S'ensuit sur plus d'une centaine de pages, une utile chronologie événementielle de la violence par provinces.

« Mon premier objectif a été d'intervenir dans une polémique qui s'installa de manière très intense dès la Deuxième République, et qui persiste à se faire sentir dans l'actualité : le nombre, l'identité et les circonstances des morts de la violence d'origine sociale ou politique » expose l'auteur, tout en précisant les limites de cette approche : « aborder d'autres formes de violence réclamerait un cadre théorique plus ample et une méthode d'analyse plus complexe » (p. 2).

« Point de départ indispensable pour effectuer d'autres analyses plus ambitieuses » (p. 3), ainsi Eduardo González Calleja transmet-il habilement son travail. Saluons encore l'effort d'interdisciplinarité concrète. Charles Tilly est, par exemple, convoqué dès la première ligne par l'auteur évoquant « les événements violents comme “ épisodes politiques ” (*political events*) ». « La quantification est seulement le premier pas » précise encore l'auteur, qui constate forcément que « les sources ne sont jamais neutres » (p. 5). Plutôt que d'« élaborer de grandes hypothèses » pouvant mener à des « conclusions marquantes », ce travail s'en tient ouvertement à la « réalisation d'une analyse quantitative » (p. 6).

On l'oublie trop souvent, mais la violence constitue, ainsi que le démontre premier chapitre, la « base légitimatrice du franquisme » (p. 20). Et la violence de cette idéologie nationaliste précède le régime que dans une certaine mesure elle allait perpétuer. L'auteur signale donc les persistance des confusions entre « équidistance », « impartialité » et « objectivité » (p. 29), savamment entretenues dans une perspective déshistoricisante. « Négationismes, révisionismes et autres débats polémiques actuels » (p. 43) ont partie liée avec la nature de ces biais du franquisme et de sa durée.

Or, tous ces révisionismes (en Espagne, en Italie, en France, en Allemagne) renvoient à la violence et à l'entre-deux-guerres. La méthode comparée est donc particulièrement à même de les analyser. L'auteur conclut justement ce premier chapitre en rappelant que la Deuxième République doit être « évaluée et comprise dans l'ensemble des succès et erreurs de son projet réformiste » (p. 55). Ce dernier également avait un cadre européen.

Le premier point du second chapitre (p. 57-82) évoque notamment la recrudescence exponentielle de la violence, en Espagne, en Italie, en Allemagne, au lendemain de la Grande Guerre. De futures comparaisons par cas reconstruisant par en bas pourraient compléter le point de vue quantitatif du bilan global. Le deuxième point (p. 82-92), plus court que le précédent, ajoute d'emblée le surplomb conceptuel (« structure d'opportunité politique » p. 84, etc.) à l'inventaire. Il gagnerait sans doute à approcher davantage des pratiques des acteurs qui participaient de la réalité évolutive des institutions d'État.

La typologie des actes violents qui s'ensuit, dans le troisième point (p. 92-106), et que recouvrent des catégories discutables dans leurs conceptions et frontières (« altercation spontanée et non organisée », « attentats et représailles d'origine politique », « attentats et représailles d'origine sociale et professionnelle, etc. », p. 95), pourrait en être relationnellement complétée. Le quatrième point insiste sur la répartition géographique de la violence à parité entre les villes et les villages (p. 107), tout en notant l'importance du « conflit agraire » (p. 108) en Espagne. Le cinquième point révèle entre

autres que plus de 95% des morts furent des hommes (p. 112), la plupart (considérée comme) liées à des institutions de gauche et victimes de la violence organisée et légitimée de l'État (p. 115).

Le sixième et dernier point (p. 122-126), le plus bref de ce second chapitre fondamental de synthèse, en est peut-être le moins convaincant. Du moins est-il celui qui le plus appelle à des développements futurs. L'auteur semble du reste le pressentir, lorsqu'il évoque, quelques pages plus haut : « on peut conclure qu'il y eut plusieurs modèles de révolutions qui se déplacèrent dans la rue dans une dynamique violente qui dépassa les frontières traditionnelles gauche-droite », et de nuancer, en soulignant l'existence d'un front et en évoquant « presque un unique dessein contre-révolutionnaire » (p. 116). Dans ce même sens du dépassement européen des frontières arbitraires, des formules comme « dans une société en crise comme la société espagnole des années trente » (p. 122) gagneraient sans doute à s'élargir, dans le temps et dans l'espace. « Dans une société en crise comme la société européenne de l'entre-deux-guerres » en dirait peut-être davantage encore sur le cas espagnol.

C'est toujours dans cette perspective européenne que pourrait être utilement approfondi le point fondamental du troisième chapitre consacré au premier *bienio* (1931-1933). En lien direct avec la violence est relevée « la prédominance du milieu rural » (p. 137), ainsi que le fait que « les incidents dans les petits villages eurent à voir avec les conflits du travail » (p. 141). Séville, Cadix, Grenade, Tolède, ces provinces méridionales (à l'échelle de l'Europe) ou centro-méridionales (à l'échelle de l'Espagne) furent parmi les plus violentes de ces années (p. 141). Or, toutes étaient traversées par la prédominance de la concentration de la grande propriété agraire, par le caciquisme, qui marquait non seulement l'Espagne mais également, dans une assez large mesure les États d'Europe qui avaient conservé leurs structures de propriétés agraires sans réformes redistributives. « Seule une minorité des affrontements mortels (...) eut à voir directement avec le contrôle de la propriété » affirme cependant l'auteur, qui présente « l'application de la législation sociale du travail républicaine » dont « les maires se convertirent en têtes visibles » etc. (p. 137). Tel est certes ce que l'historiographie locale et/ou nationale a jusqu'alors dit et redit. Qu'en fut-il de manière indirecte et par en bas ?

Le quatrième chapitre revient sur le deuxième *bienio* (1933-1936), sur « la deuxième phase de l'histoire de la République » et « sans aucun doute la plus conflictuelle » (p. 175), celle qui coïncide avec la prise de pouvoir des « gouvernements de centre droit » (p. 176). « La garde civile recommença à fonctionner comme elle le faisait avant la proclamation de la Deuxième République, c'est-à-dire un corps militarisé remplissant des fonctions en grande autonomie vis-à-vis du pouvoir civil » (p. 177). 1934 apparaît comme l'année la plus violente de la République, avec « ce qu'il faudrait définir comme le trou noir des événements d'Asturies d'octobre 1934 », que « seule une recherche systématique dans les archives de la justice militaire pourrait aider à démêler » (p. 176). Mobiliser une recherche « systématique » cela peut-être aussi penser les échelles de l'Europe à partir de singularités (événementielles, documentaires).

Le cinquième et dernier chapitre revient sur la dernière phase de la légalité républicaine hors de la guerre civile provoquée par les nationalistes. L'auteur évoque une « détérioration imparable de l'ordre public » au printemps 1936, à travers une violence étant au moins autant symbolique que physique. Cette dernière fut savamment instrumentalisée par les nationalistes en un « argument pour remettre en question (...) la légitimité du régime » (p. 261). Les discours d' « extrême-droite » de José Calvo Sotelo ou de José María Gil Robles se gonflèrent de leurs chiffres biaisés à des fins idéologiques, mettant à profit l'institution parlementaire comme une lourde caisse de résonance au sein de l'État

(p. 263, 266, 267). La presse britannique notamment se fit dans l'ensemble l'écho de la violence de ces discours tendancieux (p. 265). Au-delà des mots qui biaisent, dans les faits sur lesquels ceux-là rejaillissent les journaliers agricoles, les ouvriers et/ou ceux qui étaient engagés dans des partis et/ou syndicats de gauche constituèrent, comme toujours, l'immense majorité des victimes (p. 285-286) de l'abandon de la jeune démocratie espagnole au nom de la non-intervention.

Le dernier acte (*colofón*) de l'ouvrage insiste sur le « caractère très hétérogène » de la violence, en évoquant le fait que « quelques auteurs ont voulu (la) simplifier en une antinomie fascisme/antifascisme » (p. 305). Cependant, il y a bel et bien un front qui se dégage, rendu visible à l'échelle de l'Espagne par l'agression militaire nationaliste de 1936. La pensée par cas peut aider à mieux connaître ses prémices et ses articulations locales, globales, européennes. C'est par exemple de manière très suggestive que l'auteur évoque « l'impact psychologique accumulatif des désordres publics » (p. 305) ainsi que la « violence polifacétique et atomisée (qui) trouva l'espace de prédilection pour son expression au niveau local » où « eurent le plus d'incidence les réformes et contre-réformes menées par les différents gouvernements » (p. 307).